

Art. 8. De maandelijkse huur mag niet meer bedragen dan twintig procent:

1° van het maandinkomen van het gezin bedoeld in artikel 1, 29, a) of b), van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen;

2° van de maandelijkse middelen van het huishouden bedoeld in artikel 1, 29, c), van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen;

In dat bedrag zijn alle lasten vervat, behalve die met betrekking tot water, gas, elektriciteit, verwarming, teledistributie en telefoon.

De huurovereenkomst loopt minstens drie jaar en wordt, voor het overige, geregeld krachtens de bepalingen betreffende huurovereenkomsten met betrekking tot de hoofdwooning van de huurder opgenomen in het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst.

De Minister bepaalt het model van huurovereenkomst.

Art. 9. Het bedrag dat door de begunstigde bij niet-naleving van de toekenningsvoorwaarden voor de toelage terugbetaald moet worden, wordt vastgesteld door volgende formule:

$$R = (1 - (D/30)^2) \times M$$

waarbij :

R = het terug te betalen bedrag ;

D = de in jaren uitgedrukte periode waarin de voorwaarden werden vervuld ;

M = het bedrag van de toelage.

Art. 10. Het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2012 waarbij het Gewest een tegemoetkoming aan de rechtspersonen verleent voor de oprichting van integratiewoningen, wordt opgeheven.

In afwijking van paragraaf 1 blijft het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2012 waarbij het Gewest een tegemoetkoming aan de rechtspersonen verleent voor de oprichting van integratiewoningen, van toepassing op programma's die vóór 2023 door de Waalse Regering zijn goedgekeurd.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking op 1 maart 2023.

Art. 12. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 maart 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2023/42076]

10 MARS 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la Région wallonne d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements de transit

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, les articles 1^{er}, 29°, alinéa 1^{er}, c), 29, modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021 et 31 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2012 relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements de transit ;

Vu le rapport du 11 décembre 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 juillet 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 mars 2023 ;

Vu l'avis de Union des Villes et des Communes de Wallonie, donné le 14 septembre 2021 ;

Vu l'avis de la Société wallonne du Logement, donné le 20 septembre 2021 ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 9 mars 2022 ;

Vu l'avis 71.547/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 juillet 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du pôle « Logement », donné le 28 septembre 2021 ;

Sur la proposition du Ministre du Logement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le Ministre : le Ministre qui a le logement dans ses attributions ;

2° l'Administration : le Département du Logement du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie ;

3° l'opérateur : les autorités ou organismes visés à l'article 1^{er}, 23°, du Code wallon de l'Habitation durable ainsi que les organismes à finalité sociale non agréés à l'exclusion des provinces, de la Société wallonne du logement et des sociétés de logement de service public ;

4° le coût du logement: le montant des dépenses nécessaires à la création d'un logement de transit comprenant : le coût de la prise de droit réels sur un bien immobilier, des travaux de construction, réhabilitation, restructuration, adaptation, tous frais, honoraires et taxes compris, à l'exclusion du coût des démolitions éventuelles des constructions situées à la place de la nouvelle construction, de la valeur du terrain, du coût de l'aménagement des abords et des aides obtenues en application d'autres réglementations ;

5° le coût maximum autorisé : le montant théorique qui ne peut pas être dépassé par le coût du logement déterminé au moment de l'approbation par l'Administration du résultat de la mise en concurrence des travaux ou, en cas d'acquisition sur plan ou de logements construits ne nécessitant pas de travaux, de la prise de droits réels ;

6° le coût total d'une opération : la somme des coûts de chaque logement prévu dans le cadre de l'opération à l'approbation du résultat de mise en concurrence des travaux par l'Administration ou, en cas d'acquisition sur plan ou de logements construits ne nécessitant pas de travaux, de la prise de droits réels ;

7° les honoraires : la somme des coûts des auteurs de projet, des études techniques, de la coordination de sécurité et de santé, du responsable PEB, de la certification PEB, des audits logement et des études environnementales ;

8° les frais : les frais comprennent le coût des essais de sol ou des essais prévus au cahier des charges, les raccordements, les révisions de prix, les imprévus liés à la nature du sol ou à l'état du bâtiment existant ;

9° le programme : tout programme de création de logements approuvé et subsidié par le Gouvernement ;

10° le parachèvement minimum : le logement comprend au minimum, pour chaque pièce d'habitation, un revêtement de sol souple ou rigide, des murs, cloisons, plafonds et faux-plafonds prêts à peindre ou finis et des portes de séparation entre les pièces de nuit et les autres pièces ;

11° l'équipement minimum : le logement comprend au minimum un système de chauffage incorporé et un système de ventilation adaptés et dimensionnés en fonction de la performance énergétique du bâtiment, une cuisine composée au minimum d'un meuble avec évier et d'une taque de cuisson, une salle de bains disposant d'une douche ou d'une baignoire alimentée en eau chaude, d'un WC incorporé à l'habitation pour les logements jusque trois chambres et un second WC, localisé dans la salle de bains ou non, à partir de quatre chambres ;

12° les locaux de service communs : les locaux qui sont destinés à l'entreposage des ordures ménagères et à l'entreposage de véhicules deux roues et voiturettes pour enfants ;

13° l'énergie décarbonée : la source d'énergie qui n'émet pas de dioxyde de carbone ;

14° le matériau biosourcé : le matériau dont le pourcentage massique issu de la biomasse végétale ou animale est égal ou supérieur aux seuils arrêtés par le Ministre ;

15° le matériau recyclé : le matériau dont le pourcentage massique issu de matière récupérée est supérieur à vingt pour cent ;

16° le matériau de réemploi : le matériau ou élément de construction issu de déconstruction, réutilisé pour un usage identique à celui pour lequel il a été conçu.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 3°, les organismes de logement à finalité sociale non agréés respectent les conditions suivantes :

1° disposer durant toute la durée visée à l'article 4, § 13, des services d'un ou de plusieurs travailleurs sociaux diplômés ou assimilés qui garantissent l'accompagnement social des personnes logées dans les logements de transit créés. L'on entend par travailleur social assimilé, toute personne qui justifie d'une expérience de trois années au moins dans le domaine social ;

2° disposer des ressources financières suffisantes garantissant la faisabilité de l'opération.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 12°, le local permettant d'entreposer les ordures ménagères et le local permettant d'entreposer des véhicules deux-roues et des voitures d'enfants répondent aux exigences suivantes :

1° ils se ferment et sont protégés des intempéries et aisément accessibles par les habitants de l'immeuble ;

2° ils sont localisés de manière à permettre aisément l'accès à la voie publique et sont indépendants des parkings ;

3° ils sont distincts, ont chacun une dimension suffisante compte tenu du nombre de logements et, en ce qui concerne le local à ordures, permettant le stockage sélectif des ordures ménagères.

Art. 2. La Région wallonne peut accorder une subvention à l'opérateur, pour une opération visée à l'article 29, 1°, du Code wallon de l'Habitation durable afin de créer un ou plusieurs logements de transit sur un terrain situé le long d'une voirie équipée ou bénéficiant d'un financement pour être équipé, dans la mesure où les travaux éligibles ne sont pas pris en charge par des pouvoirs publics en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires. La subvention, visée à l'alinéa 1^{er}, est destinée à couvrir, en tout ou en partie, le coût du logement.

Art. 3. § 1^{er}. La subvention visée à l'article 3 est fixée à :

1° 85.000 euros pour un studio ;

2° 105.000 euros pour un logement d'une chambre ;

3° 120.000 euros pour un logement de deux chambres ;

4° 135.000 euros pour un logement de trois chambres ;

5° 165.000 euros pour un logement de quatre chambres ;

6° 180.000 euros pour un logement de cinq chambres ou plus.

Pour le logement ayant recours à l'utilisation de matériaux biosourcés pour un coût total hors frais supérieur à trente pour cent du coût du logement hors frais, honoraires et taxes, la subvention, visée à l'alinéa 1^{er}, est augmentée de 5.000 euros par logement.

Pour le logement ayant recours à l'utilisation de matériaux recyclés et/ou de réemploi pour un coût total hors frais supérieur à vingt pour cent du coût du logement hors frais, honoraires et taxes, la subvention, visée à l'alinéa 1^{er}, est augmentée de 5.000 euros par logement.

Pour le logement ayant recours à un approvisionnement d'énergie décarbonée pour les besoins de chaleur pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire, la subvention, visée à l'alinéa 1^{er}, est augmentée de 1.000 euros par logement.

Pour le logement développant un système de production d'énergie renouvelable couvrant au minimum cinquante pour cent de la consommation théorique totale d'énergie primaire du logement, la subvention, visée à l'alinéa 1^{er}, est augmentée de 3.000 euros.

Lorsque le coût du logement est inférieur au montant de la subvention, fixé à l'alinéa 1^{er}, la subvention ne peut pas dépasser cent pour cent du coût du logement. Le cas échéant, elle est réduite du surplus constaté au regard du résultat de la mise en concurrence des travaux.

Le dépassement de ces montants ainsi que la partie du coût non couverte par la subvention sont pris en charge par le demandeur. L'engagement formel de cette prise en charge est transmis à l'Administration préalablement à la mise en concurrence des travaux.

§ 2. Le Gouvernement peut déléguer au Ministre, la possibilité de réviser les montants des subventions, fixés au § 1^{er}, lors de l'approbation de chaque programme du Gouvernement wallon ou en cas d'observation d'une évolution des coûts de la construction.

Le Gouvernement peut déléguer au Ministre, la possibilité de prévoir un complément aux montants des subventions, fixés au § 1^{er}, sur base des priorités qu'il fixe dans un programme.

Le bâtiment acheté, construit, réhabilité, restructuré ou adapté, visé à l'article 3, peut être affecté en partie à une autre destination que le logement d'utilité publique.

Art. 4. § 1^{er}. Le bénéfice de la subvention, visée à l'article 2, est subordonné au respect des conditions visées aux paragraphes 2 à 20.

§ 2. L'opération, visée à l'article 2, est reprise dans un programme.

§ 3. L'opérateur utilise tout au long du processus immobilier de création des logements, les documents administratifs et techniques établis par l'Administration.

L'opérateur introduit la demande de subvention auprès de l'Administration selon les modalités déterminées par le Ministre.

§ 4. Le logement atteint les performances thermiques, énergétiques et environnementales correspondant au minimum exigé par les réglementations en vigueur au moment de l'introduction de la demande de permis d'urbanisme.

§ 5. Le logement bénéficie d'un parachèvement et d'un équipement minimum. L'opérateur mettra un réfrigérateur et le mobilier nécessaire à disposition des occupants s'ils le demandent.

§ 6. Le logement bénéficie d'une installation d'un système de récupération de l'eau de pluie et de valorisation par des points de puisage au minimum dans les espaces communs, les caves, les garages et abords extérieurs.

§ 7. L'immeuble à appartements ou à logements multiples de plus de trois logements bénéficie des locaux de service communs.

Pour les opérations visant la restructuration, réhabilitation ou adaptation de bâtiment existant en plusieurs logements, moyennant motivation de l'opérateur, l'Administration peut autoriser la non-réalisation du local destiné à l'entreposage des ordures ménagères pour autant qu'un espace soit prévu à cet effet dans chaque logement situé dans le bâtiment restructuré, réhabilité ou adapté.

§ 8. Le logement est conforme aux critères définis par le Gouvernement en matière de salubrité des logements.

§ 9. Dès son acquisition, la société prend toute mesure conservatoire à l'égard du bâtiment, pour les opérations visant la restructuration, réhabilitation ou adaptation de bâtiment existant.

Le coût de l'acquisition du bâtiment est pris en charge, pour autant que l'acte authentique d'achat date de moins de quatre ans par rapport à la date d'octroi de la subvention.

§ 10. Le coût maximum autorisé par logement est fixé à :

- 1° 110.000 euros pour un studio ;
- 2° 140.000 euros pour un logement d'une chambre ;
- 3° 170.000 euros pour un logement de deux chambres ;
- 4° 200.000 euros pour un logement de trois chambres ;
- 5° 240.000 euros pour un logement de quatre chambres ;
- 6° 270.000 euros pour un logement de cinq chambres ou plus.

Les montants maximums autorisés par logement sont majorés le cas échéant, des augmentations aux montants des subvention fixés à l'article 3, § 1^{er}, et des compléments en application de l'article 3, § 2, alinéa 2.

Pour les immeubles à appartements ou à logements multiples, le coût des espaces communs et le coût des locaux de service communs sont inclus dans le coût des logements.

Le coût maximum autorisé par opération correspond à la somme des coûts maximums autorisés par logement.

Le coût du logement, comprenant le coût du parachèvement minimum et de l'équipement minimum, calculé sur la base du résultat de la mise en concurrence du marché de travaux, peut excéder le coût maximum autorisé par logement pour autant que le coût maximum par opération soit respecté.

§ 11. Le Gouvernement peut déléguer au Ministre, la possibilité de réviser les montants, fixés au paragraphe 10, lorsque les montants, visés à l'article 3, § 1^{er}, sont revus en fonction de l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, ou en cas d'observation d'une évolution des coûts de la construction.

§ 12. Lorsque le coût total d'une opération calculé sur la base du résultat de la mise en concurrence du marché de travaux dépasse de maximum vingt pour cent le coût maximum autorisé par opération visé aux paragraphes 10, l'Administration peut, sur demande motivée de l'opérateur, accorder une dérogation aux montants visés aux paragraphes 10. L'Administration transmet sa décision motivée au Ministre et à l'opérateur.

Au-delà de vingt pour cent de dépassement du coût maximum autorisé par opération, visé au paragraphe 10, aucune dérogation n'est possible.

§ 13. Le dossier d'avant-projet urbanistique et architectural relatif à la conception des logements construits est soumis, pour approbation, à l'Administration.

À défaut de décision de l'Administration dans les quarante-cinq jours de la réception de l'acte, visé à l'alinéa 1^{er}, et de ses pièces justificatives, la décision est exécutoire ;

Le dossier destiné à la mise en concurrence des travaux est établi sur la base des documents types mis à disposition par l'Administration. La décision arrêtant les conditions du marché public accompagnée du dossier de mise en concurrence des travaux ou de la conception et réalisation des travaux relatif aux logements à créer est envoyé à

l'Administration. Sauf dans le cas d'un dossier élaboré sur base d'un marché public de conception et de construction, le dossier destiné à la mise en concurrence des travaux peut uniquement être soumis pour autant qu'un dossier d'avant-projet relatif aux logements à créer ait été approuvé par l'Administration et que l'opérateur dispose d'un permis d'urbanisme valide.

L'Administration peut suspendre ou annuler la décision, visée à l'alinéa 3, dans les quarante-cinq jours de sa réception.

La décision n'est plus susceptible de suspension ni d'annulation au-delà du délai visé à l'alinéa 4.

La décision portant sur l'attribution du marché public de travaux ou de la conception et de réalisation des travaux relatif aux logements à créer, accompagnée du dossier de mise en concurrence des travaux et de ses annexes est soumise, pour approbation, à l'Administration.

L'Administration prend sa décision dans les quarante-cinq jours de la réception de la décision, visée à l'alinéa 6, et de ses pièces justificatives. À défaut de décision de l'Administration dans le délai, la décision de l'opérateur est exécutoire.

En cas d'acquisition sur plan ou de logements construits et ne nécessitant pas de travaux, l'opérateur soumet à l'Administration un dossier de demande de prise de droits réels.

§ 14. L'échéance de validité de la subvention notifiée visée à l'article 4, § 1^{er}, est précisée dans les modalités de mise en œuvre des programmes. Cette échéance porte sur la date ultime de réception par l'Administration de l'ensemble des résultats de mise en concurrence des travaux relatifs aux logements à créer.

À la demande motivée de l'opérateur et avant l'échéance, visée à l'alinéa 1^{er}, l'Administration peut accorder un délai supplémentaire global de maximum dix-huit mois pour le dépôt de l'ensemble des résultats de mise en concurrence des travaux relatifs à l'opération de logements à créer. L'octroi de ce délai est uniquement possible dans la mesure où la société a introduit sa demande de permis d'urbanisme auprès de l'Administration compétente.

Au-delà des échéances, visées aux alinéas 1^{er} et 2, la validité de la subvention est définitivement échue.

§ 15. À l'exception des travaux conservatoires ou de sauvegarde, les travaux ne peuvent pas être entrepris avant la notification de la subvention.

L'ordre de commencer les travaux est donné dans les trois mois à dater de la notification de l'octroi de la subvention.

§ 16. L'opérateur dispose, préalablement au dépôt à l'Administration du dossier destiné à la mise en concurrence principale des travaux, des droits réels sur le terrain ou sur le bâtiment à restructurer, réhabiliter ou adapter ainsi que des autorisations d'urbanisme nécessaires.

§ 17. Le logement est occupé pendant une durée de trente ans en tant que logement de transit à dater de sa première occupation. Lors d'un transfert de propriété du logement, cette affectation est maintenue pour la durée restante.

§ 18. L'opérateur garantit au ménage, pendant la durée de l'hébergement, l'accès à l'accompagnement social tel que visé à l'article 1^{er}, 11^{ter}, du Code wallon de l'Habitation durable.

§ 19. Chaque année, pour le 1^{er} mars au plus tard, l'opérateur adresse à l'Administration un rapport sur le déroulement de l'opération et ce, pendant toute la durée de l'affectation du logement en logement de transit.

Ce rapport est établi selon le modèle fourni par l'Administration. Il porte sur la situation sociale des ménages, sur les montants payés pour l'occupation de leur logement, ainsi que sur les modalités de l'accompagnement social dont ils bénéficient.

§ 20. Endéans les trois mois consécutifs aux échéances, visées au paragraphe 14, l'Administration communique au Ministre la liste des projets hors délai.

Le Ministre peut proposer au Gouvernement la réaffectation de la subvention.

Art. 5. Le montant provisoire de l'intervention de la Région est établi sur base de l'avant-projet des travaux.

Le montant définitif de la subvention est fixé sur la base du résultat de la mise en concurrence des travaux et notifié par le Ministre à l'opérateur à l'exception des marchés de conception et de construction pour lesquels la subvention est fixée après obtention du permis d'urbanisme.

En cas d'acquisition sur plan ou de logements construits et ne nécessitant pas de travaux, le montant de la subvention est fixé sur la base du dossier de demande de prise de droits réels visé à l'article 4, § 13.

Art. 6. La liquidation de la subvention est opérée de la manière suivante :

1° la première tranche, soit quarante pour cent du montant, sur production de l'ordre de commencer les travaux ou de l'approbation par l'Administration de la demande de prise de droits réels en cas d'acquisition sur plan ;

2° la deuxième tranche, soit trente pour cent du montant, sur production de justificatifs de l'utilisation de la première tranche ;

3° le solde, sur production du protocole de réception provisoire des travaux et après contrôle de l'Administration.

Cent pour cent du montant sur base de l'approbation par l'Administration du dossier de demande de prise de droits réels en cas d'acquisition de logements construits et ne nécessitant pas de travaux.

Art. 7. § 1^{er}. Pour être admis dans le logement, le ménage relève de la catégorie 1, visée à l'article 1^{er}, 29°, du Code wallon de l'Habitation durable ou est privé de logement pour des motifs de force majeure.

Le montant mensuel des ressources du ménage, visé à l'article 1^{er}, 29°, c), du Code wallon de l'Habitation durable, faisant l'objet d'une guidance auprès d'un service de médiation de dettes ne dépasse pas cent vingt pour cent du montant du revenu minimum d'intégration correspondant à la composition de ce ménage.

§ 2. Le ménage demandeur introduit un dossier de demande auprès de l'opérateur. Ce dossier contient tous les documents attestant de sa composition de ménage, de ses revenus et ressources ainsi que de tout document établissant les motifs de sa demande.

§ 3. La société est responsable du traitement, au sens du Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE, pour le traitement des données à caractère personnel.

§ 4. Les données sont conservées pour une période de cinq ans après la fin de l'occupation. Cette durée peut être prolongée, pour la durée nécessaire, en cas de recours ou de contestation.

§ 5. Le ménage est hébergé pour une période maximale de six mois. À l'expiration de cette période, si le ménage est toujours privé de logement pour un motif de force majeure ou relève de la catégorie 1, visé à l'article 1^{er}, 29°, du Code wallon de l'Habitation durable, l'opérateur peut lui accorder une nouvelle et ultime période d'occupation de maximum six mois.

Art. 8. Le montant de l'indemnité mensuelle d'occupation ne peut pas être supérieur à vingt pour cent

1° des revenus mensuels du ménage, visé à l'article 1^{er}, 29°, a) ou b), du Code wallon de l'Habitation durable ;

2° des ressources mensuelles du ménage, visé à l'article 1^{er}, 29°, c), du Code wallon de l'Habitation durable ;

3° des revenus mensuels du ménage privé de logement pour des motifs de force majeure.

Ce montant englobe toutes les charges, à l'exception de celles relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité, au chauffage, à la télédistribution et au téléphone.

La relation entre la société et l'occupant est réglée par une convention d'occupation précaire conforme au modèle déterminé par le Ministre.

Art. 9. Le montant à rembourser par le bénéficiaire, en cas de non-respect des conditions d'octroi de la subvention, est fixé par la formule suivante :

$$R = (1 - (D/30)^2) \times M$$

où :

R = le montant du remboursement ;

D = la durée, en années, pendant laquelle les conditions ont été respectées ;

M = le montant de la subvention.

Art. 10. L'arrêté du 23 mars 2012 relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements de transit, est abrogé.

Par dérogation au paragraphe 1^{er}, l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2012 relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements de transit reste d'application pour les programmes approuvés par le Gouvernement wallon avant l'année 2023.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mars 2023.

Art. 12. Le Ministre qui a le logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 mars 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2023/42076]

10 MAART 2023. — Besluit van de Waalse Regering waarbij door het Waalse Gewest een tegemoetkoming aan de rechtspersonen wordt verleend met het oog op de oprichting van transitwoningen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen, artikelen 1, 29°, eerste lid, c), 29, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021 en 31;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2012 waarbij door het Gewest een tegemoetkoming aan de rechtspersonen wordt verleend met het oog op de oprichting van transitwoningen;

Gelet op het rapport van 11 december 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 juli 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 maart 2023;

Gelet op het advies van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten, uitgebracht op 14 september 2021);

Gelet op het advies van de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij), gegeven op 20 september 2021;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 9 maart 2022;

Gelet op advies nr. 71.547/4 van de Raad van State, gegeven op 7 juli 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Huisvesting", gegeven op 28 september 2021;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister: de Minister bevoegd voor Huisvesting;

2° Administratie: het Departement Huisvesting van de Waalse Overheidsdienst Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie;

3° operator: de overheden of instanties bedoeld in artikel 1, 23°, van het Waals Wetboek van Duurzaam Wonen alsook de niet-erkend instellingen met een maatschappelijk doel, met uitzondering van de provincies, de "Société wallonne du logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) en de openbare huisvestingsmaatschappijen;

4° kostprijs van de woning: het bedrag van de uitgaven die nodig zijn voor de oprichting van een transitwoning, met inbegrip van de kosten voor de verwerving van de zakelijke rechten op een onroerend goed, de bouw, de renovatie, de herstructurering, de aanpassing, alle kosten, honoraria, belastingen en meubilair inbegrepen, met uitzondering van de kostprijs van de eventuele sloop van de gebouwen die op de plaats van de te bouwen woning gelegen zijn, de waarde van het terrein, de kostprijs van de inrichting van de omgeving en de tegemoetkomingen verkregen overeenkomstig andere regelgevingen;

5° maximale toegelaten kostprijs : het theoretische bedrag dat niet kan worden overschreden door de kostprijs van de woning die wordt vastgesteld op het ogenblik van de goedkeuring door de Administratie van het resultaat van het in mededinging stellen van de werken of, in geval van verwerving op plan of van woningen die worden gebouwd zonder dat werken nodig zijn, van de verwerving van zakelijke rechten;

6° totale kostprijs van een verrichting : de som van de kostprijzen van elke woning die in het kader van de verrichting is gepland na goedkeuring van het resultaat van het in mededinging stellen van de werken door de Administratie of, in geval van verwerving op plan of van woningen die worden gebouwd zonder dat werken nodig zijn, de verwerving van zakelijke rechten;

7° honoraria: de som van de kostprijs van de projectontwerpers, de technische studies, de coördinatie inzake veiligheid en gezondheid, de EPG-verantwoordelijke, de EPG-certificering, de huisvestingsaudits en de milieuonderzoeken;

8° kosten: de kosten omvatten de kostprijs van de bodemtests of de tests voorzien in het bestek, de aansluitingen, de prijsherzieningen, de onvoorziene omstandigheden in verband met de aard van de bodem of de staat van het bestaande gebouw;

9° programma: : elk door de Regering goedgekeurd en gesubsidieerd programma voor de oprichting van woningen;

10° minimumafwerking : de woning omvat voor elke leefkamer een soepele of harde bodembedekking, wanden, scheidingswanden, plafond en verlaagde plafonds die klaar zijn om geschilderd of afgewerkt te worden en ook deuren . Daarin inbegrepen zijn eveneens de deuren die de nachtvertrekken van de andere vertrekken scheiden;

11° minimumuitrusting: de woning omvat minstens een ingebouwd verwarmingssysteem en een ventilatiesysteem aangepast en gedimensioneerd volgens de energieprestatie van het gebouw, een keuken met minstens één kast en een gootsteen en een kookplaat, een badkamer met een douche of een badkuip voorzien van warm water, een in de woning ingebouwd toilet voor woningen met maximaal drie slaapkamers en een tweede toilet, al dan niet in de badkamer, voor woningen met vier of meer slaapkamers;

12° gemeenschappelijke dienstlokalen: de gemeenschappelijke dienstlokalen die dienen voor het onderbrengen van huisvuil en tweewielers en kinderwagens;

13° koolstofvrije energie: de energiebron die geen koolstofdioxide uitstoot;

14° biogebaseerd materiaal: het materiaal waarvan het massapercentage afkomstig van plantaardige of dierlijke biomassa gelijk is aan of hoger is dan de drempelwaarden die door de Minister zijn vastgesteld;

15° gerecycleerd materiaal: het materiaal waarvan het massapercentage afkomstig van teruggewonnen materiaal meer dan 20 % bedraagt;

16° materiaal voor hergebruik: het materiaal of het constructie-element dat het resultaat is van deconstructie en dat wordt hergebruikt voor een gebruik dat identiek is aan dat waarvoor het werd ontworpen.

Wat het eerste lid, 3° betreft, moeten de niet-erkende instellingen met een maatschappelijk doel voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° gedurende de gehele periode bedoeld in artikel 4, § 13, beschikken over de diensten van één of meerdere gekwalificeerde of gelijkgestelde maatschappelijk werkers die instaan voor de sociale begeleiding van de personen die in de gecreëerde transitwoningen zijn ondergebracht. Onder een gelijkgestelde maatschappelijk werker wordt verstaan een persoon die ten minste drie jaar ervaring heeft op sociaal gebied;

2° over voldoende financiële middelen beschikken om de haalbaarheid van de verrichting te waarborgen;

Met betrekking tot het eerste lid, 12°, voldoen de ruimte voor de opslag van huishoudelijk afval en de ruimte voor de opslag van tweewielers en kinderwagens aan de volgende eisen:

1° zij kunnen worden gesloten en zijn beschermd tegen weersomstandigheden en zijn gemakkelijk toegankelijk voor de bewoners van het gebouw;

2° ze zijn zo gelegen dat ze gemakkelijk toegang verlenen tot de openbare weg en onafhankelijk zijn van parkeerterreinen;

3° ze zijn gescheiden, ze zijn elk voldoende groot voor het aantal woningen en, wat de vuilnisruimte betreft, maken de selectieve opslag van huishoudelijk afval mogelijk.

Art. 2. Het Waalse Gewest kan een toelage toekennen aan de operator voor een verrichting bedoeld in artikel 29, 1°, van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen met het oog op de oprichting van een of meerdere transitwoningwoningen op een perceel gelegen langs een uitgeruste weg of genietend van een financiering om uitgerust te worden, voor zover de subsidiabele werken niet door de overheid worden betaald krachtens andere wettelijke of reglementaire bepalingen. De toelage bedoeld in het eerste lid is bestemd om het geheel of een deel van de kostprijs van de woning te dekken.

Art. 3. § 1. De in artikel 3 bedoelde toelage is vastgesteld op:

- 1° 85.000 euro voor een studio;
- 2° 105.000 euro voor een woning met één kamer;
- 3° 120.000 euro voor een woning met twee kamers;
- 4° 135.000 euro voor een woning met drie kamers;
- 5° 165.000 euro voor een woning met vier kamers;
- 6° 180.000 euro voor een woning met vijf kamers of meer.

Voor de woning die gebruik maakt van biogebaseerde materialen voor een totale kostprijs exclusief onkosten hoger dan dertig procent van de kostprijs van de huisvesting exclusief kosten, honoraria en belastingen, wordt de toelage, bedoeld in het eerste lid, verhoogd met 5.000 euro per woning.

Voor de woning die gerecycleerde en/of hergebruikte materialen gebruikt voor een totale kostprijs exclusief onkosten van meer dan twintig procent van de kostprijs van de huisvesting exclusief kosten, honoraria en belastingen, wordt de toelage bedoeld in lid 1 verhoogd met 5.000 euro per woning.

Voor de woning die voor de warmtebehoefte voor verwarming en warm sanitair water gebruik maakt van een koolstofarme energievoorziening, wordt de toelage, bedoeld in het eerste lid, verhoogd met 1.000 euro per woning.

Voor de woning die een systeem voor de opwekking van hernieuwbare energie ontwikkelt dat ten minste vijftig procent van het totale theoretische primaire energieverbruik van de huisvesting dekt, wordt de toelage, bedoeld in het eerste lid, verhoogd met 3.000 euro.

Wanneer de kostprijs van de woning lager is dan het bedrag van de toelage bedoeld in het eerste lid, mag de toelage niet hoger zijn dan 100% van de kostprijs van de woning. In voorkomend geval wordt de toelage verminderd met het overschot dat is vastgesteld op grond van het resultaat van het in mededinging stellen van de werken.

Alle overschrijdingen van deze bedragen en het niet door de toelage gedekte deel van de kosten zijn voor rekening van de aanvrager. De formele verbintenis tot dekking van de kosten wordt vóór het in mededinging stellen van de werken aan de Administratie toegezonden.

§ 2. De Regering kan aan de Minister de mogelijkheid delegeren om de in § 1 vastgestelde bedragen van de toelagen te herzien bij de goedkeuring van elk programma van de Waalse Regering of ingeval een wijziging van de bouwkosten wordt vastgesteld.

De Regering kan aan de Minister de mogelijkheid delegeren om te voorzien in een aanvulling op de in § 1 bepaalde bedragen van de toelagen op basis van de prioriteiten die zij in een programma vastlegt.

Het gebouw dat wordt aangekocht, gebouwd, hersteld, verbouwd of aangepast, zoals bedoeld in artikel 3, kan gedeeltelijk worden gebruikt voor een andere bestemming dan de woning van openbaar nut.

Art. 4. § 1. Om aanspraak te kunnen maken op de in artikel 2 bedoelde toelage, moet worden voldaan aan de voorwaarden bedoeld in de §§ 2 tot 20.

§ 2. De in artikel 2 bedoelde verrichting wordt in een programma opgenomen.

§ 3. De operator gebruikt de door de Administratie verstrekte administratieve documenten gedurende het oeroerendgoedproces van de totstandbrenging van de woningen.

De operator dient een toelageaanvraag in bij de Administratie volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten.

§ 4. De woning levert thermische, energetische en milieuprestaties die overeenkomen met het minimum dat vereist wordt door de regelgeving die van kracht is op het moment dat de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning wordt ingediend.

§ 5. De woning is minimaal afgewerkt en uitgerust. De operator stelt een koelkast en het nodige meubilair ter beschikking van de bewoners, indien zij daarom verzoeken.

§ 6. De woning heeft baat bij de installatie van een systeem voor het opvangen en terugwinnen van regenwater door middel van aftappunten in ten minste de gemeenschappelijke ruimten, kelders, garages en externe omgeving.

§ 7. De appartements- of flatgebouwen met meer dan drie woningen moeten beschikken over dienstlokalen.

Voor handelingen die, mits motivatie van de operator, tot doel hebben een bestaand gebouw te herstructureren, te renoveren of aan te passen tot meerdere woningen, kan de Administratie toestaan dat de ruimte bestemd voor de opslag van huishoudelijk afval niet wordt gerealiseerd, op voorwaarde dat in elke woning die zich in het gerenoveerde, geherstructureerde of aangepaste gebouw bevindt, een ruimte voor dit doel wordt voorzien.

§ 8. De woning beantwoordt aan de criteria die door de Regering inzake gezondheid van de woningen bepaald zijn.

§ 9. Zodra het gebouw is verworven, neemt de maatschappij alle bewarende maatregelen ten aanzien van het gebouw, voor handelingen die gericht zijn op de herstructurering, het herstel of de aanpassing van een bestaand gebouw.

De kostprijs voor de verwerving van het gebouw wordt overgenomen voor zover de authentieke aankoopakte van minder dan vier jaar dateert ten opzichte van de datum van toekenning van de toelage.

§ 10. De maximale toegelaten kostprijs per woning is vastgesteld op:

- 1° 110.000 euro voor een studio;
- 2° 140.000 euro voor een woning met één kamer;
- 3° 170.000 euro voor een woning met twee kamers;
- 4° 200.000 euro voor een woning met drie kamers;
- 5° 240.000 euro voor een woning met vier kamers;
- 6° 270.000 euro voor een woning met vijf kamers of meer.

De per woning toelaten maximumbedragen worden in voorkomend geval verhoogd met de verhogingen van de bedragen van de toelagen, vastgesteld in artikel 3, § 1, en met de aanvullingen ingevolge artikel 3, § 2, tweede lid.

Voor de appartementsblokken of meervoudige woningen zijn de kostprijs van de gemeenschappelijke ruimten en de kosten van de gemeenschappelijke dienstlokalen inbegrepen in de kostprijs van de woningen.

De maximale toegelaten kostprijs per verrichting stemt overeen met de som van de per woning maximale toegelaten kosten.

De kostprijs van de woning die de kostprijs van de minimale voltooiing en van de minimale uitrusting omvat en die berekend wordt op grond van het resultaat van het in mededinging stellen van de opdracht voor aanneming van werken, kan de per woning toegelaten maximale kostprijs overschrijden voor zover de per verrichting maximale kostprijs nageleefd wordt.

§ 11. De Regering kan aan de Minister de mogelijkheid delegeren om de in § 10 bepaalde bedragen te herzien wanneer de in artikel 3, § 1, bedoelde bedragen worden herzien overeenkomstig artikel 3, § 2, eerste lid, of in geval van vaststelling van een wijziging van de bouwkosten.

§ 12. Wanneer de kostprijs van een verrichting berekend op grond van het resultaat van het in mededinging stellen van de opdracht voor aanneming van werken met maximum 20 % hoger is dan de per verrichting maximale toegelaten kostprijs bedoeld in § 10, kan de Administratie op gemotiveerd verzoek van de operator een afwijking van de in de § 10 bedoelde bedragen toekennen. De Administratie maakt haar beslissing aan de Minister en aan de operator over.

Indien de in § 10 bedoelde maximale toegelaten kostprijs per verrichting met meer dan 20 % worden overschreden, is geen afwijking mogelijk.

§ 13. Het dossier voor het stedenbouwkundig en architectonisch voorontwerp met betrekking tot het ontwerp van de gebouwde woningen wordt ter goedkeuring aan de Administratie voorgelegd.

Indien de Administratie binnen vijftien dagen na ontvangst van de in het eerste lid bedoelde akte en de bewijsstukken geen beslissing heeft getroffen, is de beslissing uitvoerbaar.

Het dossier voor het in mededinging stellen van de werken wordt opgesteld op basis van door de Administratie verstrekte standaarddocumenten. De beslissing tot vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdracht, vergezeld van het dossier voor het in mededinging stellen van de werken of het ontwerp en de uitvoering van de werken betreffende de te creëren woningen, wordt aan de Administratie toegezonden. Behalve in het geval van een dossier dat is opgesteld op basis van een overheidsopdracht voor ontwerp en bouw, kan het dossier voor het in mededinging stellen van de werken slechts worden ingediend indien een voorlopig projectdossier betreffende de te creëren woningen door de Administratie is goedgekeurd en de operator over een geldige stedenbouwkundige vergunning beschikt.

De Administratie kan de in lid 3 bedoelde beslissing schorsen of annuleren binnen vijftien dagen na ontvangst ervan.

Na de in lid 4 bedoelde termijn kan de beslissing niet meer worden geschorst of geannuleerd.

De beslissing tot gunning van de overheidsopdracht voor werken of het ontwerp en de uitvoering van de werken betreffende de te creëren woningen, alsmede het dossier betreffende het in mededinging stellen van de werken en de bijlagen daarbij worden ter goedkeuring aan de Administratie voorgelegd.

De Administratie beslist binnen vijftien dagen na ontvangst van de in lid 6 bedoelde beslissing en de bijbehorende bewijsstukken. Indien de Administratie niet binnen deze termijn beslist, is de beslissing van de operator uitvoerbaar.

In geval van verwerving op plan of van gebouwde woningen waarvoor geen werken nodig zijn, dient de operator bij de Administratie een dossier in met het verzoek om verwerving van zakelijke rechten.

§ 14. De geldigheidstermijn van de in artikel 4, § 1, bedoelde aangemelde toelage wordt nader bepaald in de uitvoeringsmodaliteiten van de programma's. Deze termijn heeft betrekking op de uiterste datum van ontvangst door de Administratie van alle resultaten van het in mededinging stellen van de werken aan de te bouwen woningen.

Op met redenen omkleed verzoek van de operator en vóór het verstrijken van de in lid 1 bedoelde termijn, kan de Administratie een aanvullende globale termijn van ten hoogste achttien maanden toestaan voor de indiening van alle resultaten van de het in mededinging stellen van de werken met betrekking tot het op te richten woningbouwproject. Deze termijn kan alleen worden toegekend als de maatschappij haar aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning bij de bevoegde administratie heeft ingediend.

Na de in de leden 1 en 2 genoemde termijnen vervalt de geldigheid van de toelage definitief.

§ 15. Met uitzondering van de bewarende of beschermende werkzaamheden mogen de werkzaamheden niet voor de kennisgeving van de subsidie ondernomen worden.

Het bevel tot aanvatten van de werken dient binnen de drie maanden gegeven te worden te rekenen van de kennisgeving van de toekenning van de toelage.

§ 16. Voorafgaand aan de indiening bij de Administratie van het dossier bestemd voor het in mededinging stellen van de werken, beschikt de operator over de zakelijke rechten op de te herstructureren, te renoveren of aan te passen terreinen of gebouwen, alsook over de nodige stedenbouwkundige vergunningen.

§ 17. De woning wordt gedurende dertig jaar als transitwoning bewoond vanaf de datum van de eerste ingebruikneming. In geval van eigendomsoverdracht van de woning blijft deze toewijzing behouden voor de resterende periode.

§ 18. De operator garandeert het huishouden, voor de duur van de woning, toegang tot sociale steun zoals bedoeld in artikel 1, 11^{ter}, van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen.

§ 19. Tijdens de duur van de periode waarin de woning als transitwoning wordt bestemd, legt de operator jaarlijks uiterlijk 1 maart een verslag over aan de Administratie waarin alle stappen van bedoeld proces uiteen worden gezet.

Dit verslag wordt opgesteld volgens het door de administratie verstrekte model. Het heeft o.a. betrekking op de sociale toestand van de gezinnen, de betaalde bedragen voor de bewoning, alsook de modaliteiten van hun sociale begeleiding.

§ 20. Binnen drie maanden na de in § 14 bedoelde termijnen moet de Administratie aan de Minister de lijst meedelen van de projecten die de termijn niet hebben gehaald.

De Minister kan aan de Regering voorstellen om de toelage anders aan te wenden.

Art. 5. Het voorlopige bedrag van de tegemoetkoming van het Gewest wordt bepaald op grond van het voorontwerp van de werken.

Het definitieve bedrag van de toelage wordt vastgesteld op basis van het resultaat van de aanbesteding van de werken en wordt door de Minister aan de operator meegedeeld, met uitzondering van ontwerp- en bouwopdrachten, waarvoor de toelage wordt vastgesteld na het verkrijgen van de stedenbouwkundige vergunning.

In geval van verwerving op plan of van gebouwde woningen waarvoor geen werken nodig zijn, wordt het bedrag van de toelage vastgesteld op basis van de aanvraag tot verwerving van zakelijke rechten bedoeld in artikel 4, § 13.

Art. 6. De uitbetaling van de toelage gebeurt als volgt :

1° de eerste schijf, namelijk veertig procent van het bedrag, bij overlegging van het bevel tot aanvang van de werken of de goedkeuring door de Administratie van de aanvraag tot verwerving van zakelijke rechten in geval van verwerving op plan;

2° de tweede schijf, namelijk dertig procent van het bedrag, op grond van stukken ter staving van de aanwending van de eerste schijf;

3° het saldo, na overlegging van het protocol van voorlopige oplevering van de werken en na controle door de Administratie.

Honderd procent van het bedrag op basis van de goedkeuring door de Administratie van het aanvraagdossier voor de verwerving van zakelijke rechten in geval van verwerving van gebouwde woningen waarvoor geen werken nodig zijn.

Art. 7. § 1. Om toegelaten te worden tot de woning moet het huishouden behoren tot categorie 1 zoals bedoeld in artikel 1, 29°, van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen of door overmacht verstoken zijn van huisvesting.

Het maandelijkse bedrag van de middelen van het huishouden, bedoeld in artikel 1, 29, c, van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen, dat begeleid wordt door een dienst voor schuldbemiddeling mag niet hoger zijn dan 120 % van het leefloon dat overeenstemt met de samenstelling van dit huishouden.

§ 2. Het verzoekende huishouden dient een aanvraagdossier in bij de operator. Dit dossier bevat alle documenten ter staving van de samenstelling van het huishouden, zijn inkomsten en middelen, alsook elk document dat de redenen voor zijn aanvraag vaststelt.

§ 3. Wat de verwerking van persoonsgegevens betreft, is de maatschappij verantwoordelijk voor de verwerking in de zin van de Europese Verordening 2016/679 van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

§ 4. De gegevens worden bewaard gedurende een periode van vijf jaar na het einde van het beroep. Deze periode kan zo lang als nodig is worden verlengd in geval van beroep of bezwaar.

§ 5. Het huishouden wordt maximaal zes maanden gehuisvest. Na afloop van deze periode en indien het huishouden nog steeds van huisvesting verstoken is door overmacht of onder categorie 1 valt zoals bedoeld in artikel 1, 29°, van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen, kan de operator het een nieuwe en definitieve bewoningsperiode van maximaal zes maanden toekennen.

Art. 8. Het bedrag van de maandelijkse bewoningsvergoeding mag niet hoger zijn dan 20%:

1° van het maandinkomen van het gezin bedoeld in artikel 1, 29, a) of b), van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen;

2° van de maandelijkse middelen van het gezin bedoeld in artikel 1, 29, c), van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen;

3° van het maandinkomen van het gezin dat ten gevolge van overmacht nog steeds zonder woning is.

In dat bedrag zijn alle lasten vervat, behalve die met betrekking tot water, gas, elektriciteit, verwarming, teledistributie en telefoon.

De betrekkingen tussen de maatschappij en de bewoner worden geregeld door een preciaire woonovereenkomst overeenkomstig het door de Minister bepaalde model.

Art. 9. Het bedrag dat door de begunstigde bij niet-naleving van de toekenningsvoorwaarden voor de toelage terugbetaald moet worden, wordt vastgesteld door volgende formule:

$$R = (1 - (D/30)^2) \times M$$

waarbij :

R = het terug te betalen bedrag ;

D = de in jaren uitgedrukte periode waarin de voorwaarden werden vervuld ;

M = het bedrag van de toelage.

Art. 10. Het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2012 waarbij door het Gewest een tegemoetkoming aan de rechtspersonen wordt verleend met het oog op de oprichting van transitwoningen, wordt opgeheven.

In afwijking van paragraaf 1 blijft het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2012 waarbij door het Gewest een tegemoetkoming aan de rechtspersonen wordt verleend met het oog op de oprichting van transitwoningen, van toepassing op programma's die vóór 2023 door de Waalse Regering zijn goedgekeurd.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking op 1 maart 2023.

Art. 12. De Minister bevoegd voor Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 maart 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON